

SPECIAL JOURNEE AL QODS RAMADAN 2020

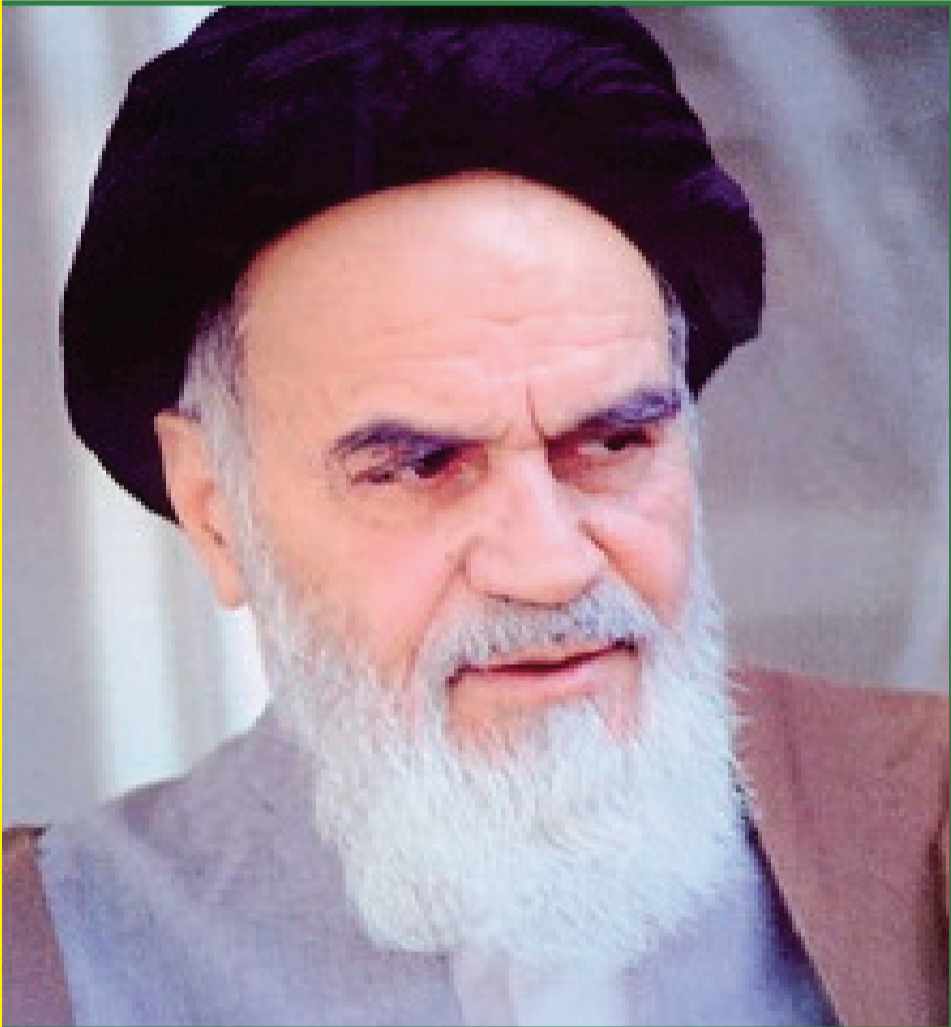
Le Monde Islamique

MENSUEL ISLAMIQUE INTERNATIONAL - ISSN 0850-2811

PRIX - 500 F

DERNIER VENDREDI DU RAMADAN

Journée Al Qods



Al Qods

Dans le cœur de tout musulman

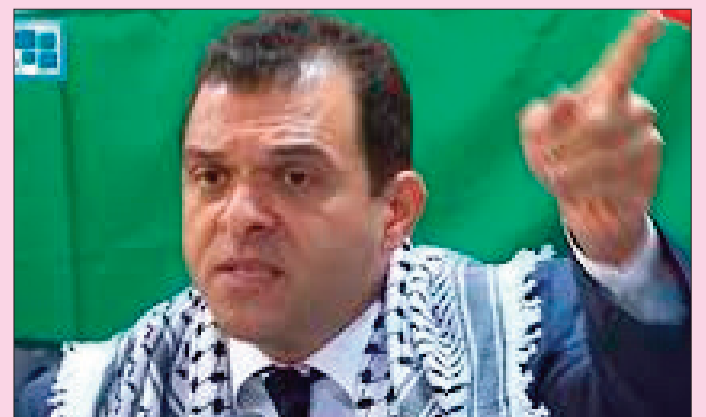
ENTRETIEN AVEC

**Son Excellence
Dr Mouhammad
Reza Dehshiri
Ambassadeur
de la République
Islamique d'Iran
à Dakar**



SON EXCELLENCE L'AMBASSADEUR DE
PALESTINE À DAKAR SAFWAT IBRAGHITH

**Depuis 1948 la question
palestinienne toujours
sans réponse**



SON EXCELLENCE SAFWAT IBRAGHITH

La Journée d'Al-Qods, dans les pensées de l'Imam Khomeyni

Tous les ans, au dernier vendredi du mois béni de ramadan, nous sommes témoins des manifestations générales organisées par les Musulmans, pour protester contre les ennemis du monde musulman, notamment, les Etats-Unis et Israël, et pour soutenir le peuple opprimé palestinien. Dans le même temps, ces manifestations présentent une image de l'unité des Musulmans du monde, face aux grandes puissances matérialistes.

La Journée mondiale d'al-Qods est le jour où les Musulmans mettent de côté toutes leurs divergences de vue ethniques ou confessionnelles, pour condamner, unanimement, le Sionisme international et ses mercenaires.

L'origine de la désignation de la Journée mondiale d'al-Qods trouve sa source dans les pures pensées islamiques du défunt Imam Khomeyni _que sa demeure soit au paradis_ avait déclaré, lors d'une interview : «L'une des raisons de notre opposition au Shâh puise sa source dans le soutien qu'il exprime pour Israël. J'ai toujours dit que le Shâh s'est mis à collaborer avec le régime d'Israël, dès son apparition illégitime. Lorsque la guerre entre les pays musulmans et le régime israélien était arrivée à son apogée, le Shâh, qui s'était emparé, illégalement, des richesses pétrolières des Musulmans iraniens, n'a pas cessé la vente de pétrole à Israël. Voilà l'une des raisons de mon opposition au Shâh».

Le point très important, dans la désignation du dernier vendredi du mois béni de ramadan, en tant que «Journée mondiale d'al-Qods», c'est que l'Imam Khomeyni n'a pas seulement visé la question de la noble Qods et de la Palestine, mais qu'il est allé beaucoup plus loin : le grand fondateur de la République islamique d'Iran, lorsqu'il parlait de la «Journée d'al-Qods», ne s'adressait pas seulement au peuple palestinien, mais il voulait mobiliser toutes les forces et toutes les capacités potentielles du monde musulman, pour créer un front large et unique, face à l'ennemi sioniste et face à toutes les puissances arrogantes de l'Occident qui soutenaient les occupants israéliens. Dans le présent article, nous examinerons les aspects différents de la «Journée d'al-Qods», dans l'optique et les pensées pures du défunt Imam Khomeyni _que sa demeure soit au paradis_ qui était, incontestablement, la personnalité la plus influente du monde musulman, depuis plusieurs siècles.

L'Imam Khomeyni et la question de la Palestine

La pensée du combat contre le Sionisme et contre le régime occupant d'Israël constitue, en réalité, l'un des fondements les plus remarquables des pensées et des idées du défunt Imam Khomeyni _que sa demeure soit au paradis_. Cependant, il ne faut pas perdre de vue le rôle important du défunt Ayatollah Kachani. Il est à rappeler que c'était lui qui, pour la première fois, en Iran, avait prononcé un discours, pour condamner le Sionisme et le régime israélien, en 1948. Il a su, également, organiser une manifestation populaire, en Iran, la même année, pour protester contre Israël.

En réalité, l'Imam Khomeyni s'est inspiré, en quelque sorte, des pensées et des prises de position du défunt Ayatollah Kachani, dans le cadre de la responsabilité qu'il ressentait par rapport au monde musulman, pour s'opposer, à son tour, au Sionisme mondial. Nous pouvons, donc, en conclure qu'après le décès du défunt Ayatollah Kachani, l'Imam Khomeyni est devenu le porte-étendard de la lutte contre le Sionisme, en Iran. Il a fallu attendre, cependant, jusqu'en 1962, pour la première prise de position officielle de l'Imam Khomeyni _que sa demeure soit au paradis_ contre le régime israélien. Cette prise de position avait, d'ailleurs, coïncidé avec le début de ses activités politiques

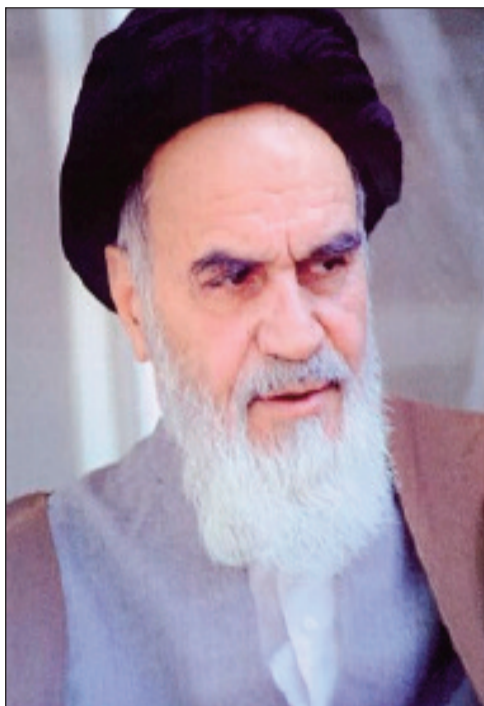
contre le régime des Pahlavis.

Il est à rappeler que le régime du Shâh avait décidé de ne pas s'aligner sur la politique d'embargo pétrolier imposé au régime israélien. Dans le même temps, le Shâh s'est abstenu de rallier le camp des pays arabes et islamiques, pour rompre les relations politiques et diplomatiques avec le régime israélien. A cette époque-là, le défunt Imam Khomeyni _que sa demeure soit au paradis_ avait déclaré, lors d'une interview : «L'une des raisons de notre opposition au Shâh puise sa source dans le soutien qu'il exprime pour Israël. J'ai toujours dit que le Shâh s'est mis à collaborer avec le régime d'Israël, dès son apparition illégitime. Lorsque la guerre entre les pays musulmans et le régime israélien était arrivée à son apogée, le Shâh, qui s'était emparé, illégalement, des richesses pétrolières des Musulmans iraniens, n'a pas cessé la vente de pétrole à Israël. Voilà l'une des raisons de mon opposition au Shâh».

En réalité, si l'Imam Khomeyni s'était mis à diriger le combat du peuple iranien contre la tyrannie des Pahlavis, à l'intérieur de l'Iran, il avait fondé ses prises de positions extérieures sur la question de la Palestine et autour de la réalisation des idéaux de la libération d'al-Qods. Cela constituait, dès le départ, l'un des fondements de sa politique étrangère. Avant même la victoire de la Révolution islamique, en Iran, le défunt Imam Khomeyni _que sa demeure soit au paradis_ avait dit : «Je considère toute démarche en faveur de la reconnaissance – d'une manière ou d'une autre – du régime israélien, comme une grande catastrophe, pour les Musulmans, et une grande honte, pour les gouvernements des pays islamiques. Je considère, donc, l'opposition à ce complot de reconnaissance, comme une grande obligation religieuse, pour tous les Musulmans. J'invoque Dieu Tout Puissant, pour qu'Il nous protège contre les complots tramés par ces soi-disant Musulmans qui veulent porter préjudice à l'Islam».

En 1982, l'Imam Khomeyni avait expliqué, en ces termes, ses activités de longue date, dans la lutte contre le Sionisme et le régime israélien : «Depuis plus de vingt ans, j'ai toujours souligné, dans mes discours et propos, sur le fait qu'il faut éviter de reconnaître l'entité israélienne, comme un véritable Etat indépendant. C'est un régime dangereux, qui doit disparaître. C'est un grand danger pour le monde». Voilà comment le défunt Imam Khomeyni considérait le combat contre Israël comme un devoir religieux, pour les Musulmans du monde entier. Pour lui, ce combat devait se fonder sur la négation du régime israélien. Dans cette optique, l'Imam Khomeyni autorisait, alors, qu'une partie de la zakat et des charités soit consacrée à aider les combattants palestiniens. Selon lui, les Musulmans devaient, en effet, défendre la cause palestinienne, par tous leurs moyens.

Pour lutter, efficacement, contre le régime israélien, le défunt Imam Khomeyni _que sa demeure soit au paradis_ se servait de tous les moyens existants. Il était parfaitement conscient des liens et des rapports entre les peuples, mais connaissait, aussi, le langage à utiliser, pour s'adresser aux gouvernements des pays islamiques. Ce langage était, tantôt doux, tantôt dur. Il disait par exemple : «Je conseille aux dirigeants palestiniens de mettre



fin à ce processus de négociations inutiles avec l'ennemi sioniste et de s'en remettre à Dieu Tout Puissant, à la force du peuple palestinien et à la force de leurs armes, pour lutter contre les Sionistes jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Ces jeux diplomatiques inutiles décevront les peuples combattants. Vous devez savoir que, ni le bloc de l'Est, ni le bloc de l'Ouest, ne vous soutiendront, dans ce combat. Renforcez donc votre foi en Dieu et appuyez-vous sur vos propres armes, pour vous battre contre le régime israélien». Lorsqu'il était nécessaire, le défunt Imam Khomeyni savait durcir le ton contre les dirigeants des pays arabes et musulmans.

Dans l'optique du défunt Imam Khomeyni _que sa demeure soit au paradis_ le Sionisme et Israël étaient des tumeurs cancéreuses à éradiquer. Si les Musulmans n'éliminaient pas ces tumeurs, ils devraient souffrir, de plus en plus, jusqu'à la mort de l'ensemble du monde musulman. Selon lui, l'établissement des liens, sous toutes ses formes, avec le régime sioniste, était illicite. Il disait que le Sionisme est une idéologie raciste, anti-islamique et inhumaine. Le régime israélien constitue l'ennemi numéro un du monde musulman. Il ne s'agit pas d'une guerre entre le monde arabe et le régime israélien, mais d'une guerre plus vaste entre l'Islam et les Musulmans d'une part, et le Sionisme et l'Occident, de l'autre. Le régime israélien s'appuie sur le soutien des superpuissances, tandis que, pour l'éliminer, les Musulmans du monde entier devront s'en remettre à Dieu. Le régime sioniste est en train de créer des réseaux secrets, au sein du monde musulman, pour créer des discordes, parmi les pays islamiques, et pour piller les richesses de la région. Pour déjouer les complots du Sionisme mondial, les Musulmans devront revenir à la source de leur identité islamique, et reconnaître que le combat et le Jihad sont les meilleures voies permettant de l'emporter sur les ennemis. Dans le même temps, le défunt Imam Khomeyni -que sa demeure soit au paradis- insistait sur le fait que les Musulmans ne devaient jamais faire l'amalgame entre le Sionisme et le judaïsme.

L'initiative de l'Imam Khomeyni à désigner la Journée mondiale d'al-Qods

En examinant, minutieusement, les propos et les prises de position de l'Imam Khomeyni _que sa demeure soit au paradis_ à propos de la Journée mondiale d'al-Qods, nous nous apercevons du fait que, dans son optique, la Journée d'al-Qods devait être comprise, dans son aspect global et universel. Par ailleurs, en désignant la Journée d'al-Qods, l'Imam Khomeyni avait mis l'accent sur ce qui était commun, pour tous les Musulmans du monde, au-delà des considérations d'ordre confessionnel ou ethnique. Cela renforçait, d'ailleurs, l'unité et la solidarité, au sein de l'Ummah islamique, en évitant que certains puissent transformer la question d'al-Qods et de la Palestine en une question ethnique ou nationale, afin d'empêcher les autres Musulmans d'y intervenir. Par ailleurs,

l'Imam Khomeyni avait fait preuve d'une grande sagesse et d'une grande intelligence, en choisissant le dernier vendredi du mois béni de ramadan, en tant que Journée d'al-Qods. Pendant ce mois béni, les Musulmans du monde entier sont plus que jamais conscients de la spiritualité de la religion et de l'importance de la solidarité et de l'unité du monde musulman.

A ce propos, le défunt Imam Khomeyni _que sa demeure soit au paradis_ avait dit : «La Journée d'al-Qods est une journée mondiale. Elle n'appartient pas, uniquement, à la question d'al-Qods, mais elle est, également, la journée de la résistance et de l'opposition des déshérités du monde aux puissances arrogantes. C'est la journée de l'opposition des peuples opprimés par les Etats-Unis et les autres puissances, à la tyrannie et à l'oppression. C'est la journée où les déshérités du monde doivent se préparer au combat contre les Arrogants. C'est la journée où on comprend la différence entre les engagés et les hypocrites. Pour les engagés, c'est la journée où il faut se préparer au combat, tandis que, pour les hypocrites, c'est la journée de la honte, en raison de leurs liens secrets avec le régime israélien. La Journée d'al-Qods est le jour où il faut déterminer le sort des peuples opprimés. Ces derniers doivent faire entendre leur voix, face aux Arrogants, tout comme le peuple iranien, qui s'est révolté contre les tyrans et les oppresseurs. Toutes les nations musulmanes doivent se révolter et éliminer ces ennemis corrompus. La Journée d'al-Qods est le jour où nous devons tous faire preuve de notre volonté de sauver et de libérer la noble Qods, de sauver et de libérer nos frères et sœurs, en Palestine et au Liban».

Il convient ici de citer un autre passage des propos sages du défunt Imam Khomeyni _que sa demeure soit au paradis_ à propos de la Journée mondiale d'al-Qods : «La Journée d'al-Qods n'appartient pas, seulement, à la Palestine. C'est la journée de l'Islam, c'est la journée du gouvernement islamique. C'est la journée où le drapeau de la République islamique doit être hissé dans tous les pays. C'est la journée où les grandes puissances doivent comprendre qu'il leur est, désormais, interdit d'étendre leur influence, dans les pays musulmans. Ceux qui ne participent pas à cette grande tâche sont contre l'Islam et pour Israël. Ceux qui y participent sont, évidemment, les forces engagées, qui s'opposent aux ennemis de l'Islam, surtout, les Etats-Unis et Israël. La Journée d'al-Qods est le jour où nous pouvons faire la distinction entre le camp du juste et le camp de l'injuste.»

Le défunt Imam Khomeyni avait, également, une vision gnostique, sur la Journée mondiale d'al-Qods, là où il disait par exemple : «Pendant la Nuit de la Détermination, les Musulmans lèvent les mains vers le ciel, pour appeler leur Créateur, pour se libérer de la soumission à Satan et aux êtres diaboliques, afin de se soumettre, entièrement, à Dieu Tout Puissant. La Journée mondiale d'al-Qods est l'un des derniers jours du mois de ramadan, mois béni par le Seigneur. Il convient, donc, que les Musulmans du monde entier se libèrent de la soumission aux diables et aux superpuissances, pour se rallier au camp des serviteurs de Dieu. Il convient qu'ils coupent la main des criminels qui veulent imposer leur mainmise aux autres pays». Le défunt Imam Khomeyni _que sa demeure soit au paradis_ accordait, également, une importance toute particulière à la mobilisation des peuples, pour lutter contre l'Arrogance, en s'adressant, directement, aux masses populaires, pour leur dire : «Les Musulmans doivent crier. Ils ne doivent pas croire que les slogans qu'ils scandent, dans les manifestations générales de la Journée d'al-Qods, n'ont pas d'efficacité. Car si tout le monde crie, cela va faire bouger les choses, et changer la situation».

Depuis 1948.... La question palestinienne toujours sans réponse

Par Abdou Salam Diop

Dans le cadre des relations d'amitié entre le Sénégal et la Palestine, L'Ambassadeur de l'Etat de Palestine à Dakar son excellence Dr Safwat Ibraghith a inauguré une série de séminaires à la Faculté de droit et de sciences politiques de l'université de Dakar en partenariat avec l'institut des droits de l'homme et de la

paix. Ces séries de rencontres – séminaires qui s'adressent aux étudiants en second et troisième cycle ainsi qu'aux chercheurs visent à mieux faire connaître l'histoire et la trajectoire du peuple palestinien depuis la période des cananéens, jusqu'à nos jours en passant par la renaissance palestinienne après la NAQBA.

Selon son excellence Dr Safwat les cananéens constituent la première tribu arabe yéménite qui avait émigré en Palestine après l'effondrement d'un barrage. Les nomades qui étaient à la recherche d'eau et d'herbe avaient donc trouvé un endroit idéal pour leur bétail et leurs besoins vitaux. Au paravant il évoquera aussi la Palestine Romaine, la Palestine Byzantine, la déclaration de Belfour en 1917 les accords de Sykes et Picot de 1916 jusqu'à la première grande guerre israélo-arabe avec ses conséquences et résultats. La commission Peel et le livre blanc, la partition injuste de la Palestine mandataire. Jusqu'à la résistance populaire

2. La région de la Palestine est habitée depuis les millénaires et connue la présence, le brassage de nombreux peuples et la domination de nombreux empires, Assyriens, Perses, Grecs, Romains, Byzantins, croisés, ottomans et britannique.

- La période babylonienne puis perse achéménide va de 587 avant JC à 333 JC.

- la période Romaine

- La période Romaine à partir de 333 avant JC. la période Byzantine dès 324)

- La première période musulmane va de 638 à 1099.

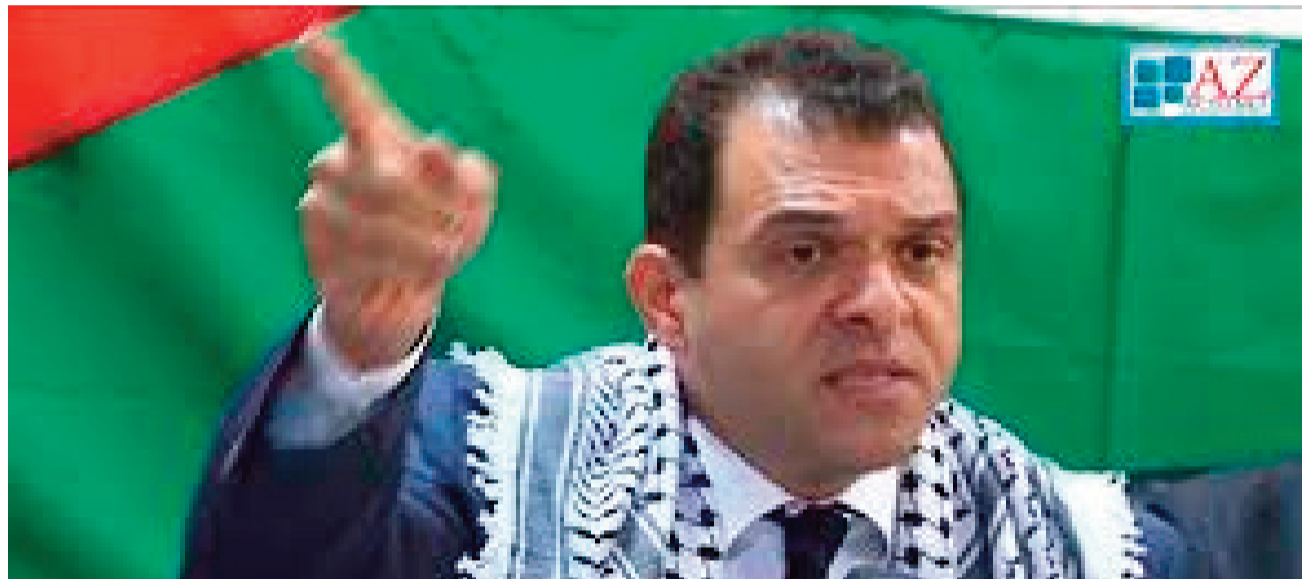
- La période des croisades va de 1099 à 1291. la période ottomane va de 1291 à 1917.

A l'époque il n'y avait pas encore de frontière et la circulation des personnes et des biens était libre souligne Dr Safwat qui s'est livré à un véritable rappel du contexte et de la dimension historiques avant d'arriver sur 1936 avec le mouvement de la désobéissance civile qui a duré deux années. On était au sommet de la résistance dira-t-il et jusqu'en 1948 date et chiffre à

retenir – car c'est en ce moment 1948 que la question palestinienne a évolué de façon remarquable.

Vient ensuite la NAQBA et commence alors la tragédie et la question palestinienne demeure sans réponse... plus de **531 villes et villages** détruits, des populations expropriées de leurs terres, de leurs habitations, leurs maisons, leurs cheptels, leurs biens arrachés confisqués de force sans raison...

A ce niveau de la rencontre le diplomate qui s'était mué en professeur déroulant un cours magistral a dû quitter sa chaise, se débarrassa de son costume, retroussa les manches de sa chemise, se mit debout l'air grave, la mine triste avec un élan dans la voix qui dégageait un sentiment de rage, de tristesse de douleur eu égard à toutes ces injustices subies par son peuple depuis soixante dix ans (1948) et qui continuent toujours (occupation illégale de leur territoire par Israël, massacres de populations, bombardement réguliers sur les villes palestiniennes, par l'Etat sioniste qui n'encourt aucune sanction... situation pénible, douloureuse, injuste, intolérable... Même au niveau de l'assistance l'émotion se lisait sur les visages...



Le peuple Palestinien continue de souffrir le martyre avec sept millions de réfugiés palestiniens en exil, parfois dans des conditions misérables dans les camps de réfugiés plus d'un million de Palestinien ont subi la détention arbitraire et plus de six mille palestiniens sont actuellement dans les prisons de l'occupation israélienne dont plus de trois (300) enfants subissent toute sorte de torture : morale, physique, psychologique...

aucun bruit, aucun mouvement, une concentration et des regards tous braqués sur le « professeur » du jour qui en diplomate mais aussi en spécialiste de relations internationales avait une parfaite maîtrise de son sujet. Deux tours d'horloge sans arrêt, sans interruption, tellement le sujet était passionnant et découlant d'un élan passionné, mais toujours avec la force des arguments. Arguments historiques, juridiques tirés des dispositions du droit international ainsi que des traités, conventions et résolutions de l'ONU et des

instances internationales. Le peuple Palestinien continue de souffrir le martyre avec **sept millions de réfugiés palestiniens en exil**, parfois dans des conditions misérables dans les camps de réfugiés plus **d'un million de Palestinien** ont subi la détention arbitraire et plus de **six mille palestiniens** sont actuellement dans les prisons de l'occupation israélienne dont plus de **trois (300) enfants** subissent toute sorte de torture : morale, physique, psychologique... un cours magistral bien suivi, un séminaire d'ouverture bien réussi. Et Son Excellence de formuler des remerciements sincères et appuyés à l'endroit du Sénégal pays qui a toujours soutenu le combat et la lutte du peuple palestinien, depuis le début de son indépendance jusqu'à nos jours. Le Sénégal n'a jamais varié sur ces positions courageuses, lucides, en faveur de la Palestine.

**ALLAHOUMMA SALLI ALA
SEYDINA MOUHAMMAD
WA SALIM...**

Son Excellence Dr Mouhammad Reza Dehshiri

Ambassadeur de la République Islamique d'Iran au Sénégal

“ Couper la main expansionniste et violatrice du régime sioniste et de ses alliés ”

A l'occasion de la journée d'Al Qods décrétée depuis 1980 par l'imam Khomeiny et qui est célébrée chaque année le dernier vendredi du Ramadan l'ambassadeur de la République Islamique d'Iran à Dakar son Excellence Dr Mouhammad REZA DE HSHIRI à bien voulu nous accorder une interview au cours de laquelle il retrace l'historique de la journée d'Al Qods et s'exprime sur d'autres questions liées à l'actualité et à la situation en Palestine

EXCELLENCE POURRIEZ-VOUS NOUS RAPPELER À QUELLE DATE ET EN QUELLE ANNÉE L'IMAM KHOMEINY AVAIT DÉCRÉTÉ LA JOURNÉE D'AL QODS ?

La Journée mondiale d'Al-Qods représente le dernier vendredi du mois béni du Ramadan, que l'Imam Khomeiny en 1980 (Ramadan 1399 AH) a fixé comme jour officiel pour soutenir la cause palestinienne et a appelé les Musulmans du monde entier à se rejoindre pour couper la main expansionniste et violatrice du régime sioniste et de ses alliés régionaux et internationaux. La désignation du dernier vendredi du Ramadan comme Journée de Qods a été soutenue par de nombreux intellectuels et élites Musulmans à travers le monde et aujourd'hui à l'instar de l'Iran, des manifestations, des marches et des cérémonies de la Journée de Qods se déroulent dans différents pays du monde.

L'Imam Khomeini a considéré le Jour de Qods non seulement comme le jour de la Palestine, mais aussi le jour de la renaissance du monde Musulman, et a accordé une attention particulière à la question de l'unité de la Oummah islamique.

C'ÉTAIT DANS QUEL CONTEXTE, ET QU'ELLES ÉTAIENT SES MOTIVATIONS ?

Après la victoire de la révolution islamique en Iran, l'imam Khomeiny a déclaré dans un message adressé aux musulmans du monde entier : «Au fil des années, j'ai mis en garde contre le danger du régime usurpateur d'Israël, qui a intensifié ses attaques brutales contre les frères et sœurs palestiniens, en particulier au sud du Liban. Afin de tuer les combattants palestiniens, il bombarde régulièrement leurs domiciles. J'appelle tous les musulmans du monde et les États islamiques à s'unir pour couper les mains de ces usurpateurs et de leurs partisans, et j'invite tous les musulmans du monde entier dans le dernier vendredi du mois sacré du Ramadan, qui relève des jours et nuits de Qadr, pouvant déterminer le destin du peuple palestinien, qu'ils s'adhèrent à «La Journée d'Al-Qods» et annoncent la solidarité mondiale des musulmans en faveur des droits légaux du peuple Musulman Palestinien lors d'une cérémonie revendicatrice. »

À mon avis, l'Imam Khomeiny s'est opposé à Israël et au sionisme international pour deux raisons principales : La première relève de la nature raciste et discriminatoire du régime sioniste. Deuxièmement, son approche occupationniste et expansionniste, compte tenu du projet expansionniste du Nil à l'Euphrate, qui reflète la nature agressive du régime sioniste.

AUJOURD HUI QUEL EST LE DEGRÉ OU LE NIVEAU DE CONSCIENCE ET DE SENSIBILITÉ DE CETTE JOURNÉE D'AL QODS AU NIVEAU DE LA OUMMAH ISLAMIQUE ET AU DELÀ DANS LES COMMUNAUTÉS MUSULMANES D'EUROPE D'ASIE ET D'AILLEURS ?

Cela fait plus de quatre décennies depuis l'initiative de l'Imam Khomeiny pour marquer la Journée mondiale d'Al-Qods, et nous remarquons que les sionistes ont toujours poursuivi une politique expansionniste et usurpatrice, dans le but de transformer l'identité de la Palestine et de déplacer des millions de Palestiniens musulmans de leurs foyers. Et ils n'y ont renoncé à aucun effort. Par conséquent, la Journée



d'Al-Qods est toujours l'axe le plus importante pour l'unité des musulmans. Nous constatons que chaque année, à l'approche de la Journée de Qods, la revendication commune des Musulmans du monde entier pour la libération de Qods saint et son retour au peuple opprimé de Palestine résonne. Il est du devoir des musulmans et des peuples épris de liberté dans le monde de soutenir les frères et sœurs Palestiniens face à l'oppression et à l'occupation arrogante d'Israël. Par le biais de notre plume, notre expression et notre pensée clairvoyante, nous avons le devoir religieux et philanthropique de soutenir le peuple palestinien.

Il ne semble y avoir aucun être humain dans le monde qui soit indifférent aux souffrances et à l'oppression évidente du peuple palestinien. Une nation qui a été déplacée par force de son domicile et de son lieu de résidence et n'est pas autorisée à se retourner dans son propre pays d'origine. Les propriétaires d'or, de pouvoir et de grandes puissances n'ont épargné aucun effort pour effacer l'existence de la Palestine depuis près de sept décennies. Le plan de Donald Trump (dénommé Century Deal) représente la dernière pièce du puzzle des usurpateurs pour s'emparer de la terre de Palestine. Mais je suis certain qu'avec l'aide et la volonté de Dieu tout Puissant leur plan sera voué à l'échec. La République Islamique d'Iran a toujours proposé la meilleure solution au problème fondamental de la Palestine, à savoir organiser un référendum général avec la participation du peuple palestinien, quelle que soit sa religion, pour déterminer le destin de ce pays. Nous pensons que la question pales-

tinienne ne peut être résolue tant que le referendum ne sera pas mise en œuvre. Nous avons même constaté que les Israéliens, ne respectant jamais les accords internationaux, n'adhèrent pas à la solution des deux États et, vu leur attitude raciste et usurpatrice ils veulent éliminer officiellement la Palestine.

COMMENT VOUS ESTIMEZ LA SITUATION ACTUELLE EN PALESTINE AMIDE CORONA VIRUS ?

A l'heure où le monde est plongé dans la crise de coronavirus, nous constatons que la situation en Palestine, en particulier à Gaza, est devenue épouvantable et déplorable plus que jamais. Face aux malades atteints de coronavirus, les autorités sionistes adoptent une attitude totalement discriminatoire en accordant la priorité aux juifs. Peu de kits sont disponibles pour les Palestiniens. Les Israéliens se sont même opposés à la construction d'une clinique pour le traitement des Palestiniens atteints de Covid-19 en Cisjordanie. En fait, les Israéliens veulent renforcer l'occupation du territoire Palestinien sous couvert de quarantaine forcée. La bande de Gaza, avec une densité élevée de population, vit dans la pauvreté et la malnutrition en raison du long blocus Israélien, ne disposant point des infrastructures nécessaires pour lutter contre le Covid - 19. Par conséquent, les Musulmans et les organisations internationales doivent se précipiter au secours du peuple palestinien assiégé afin qu'il puisse se relever pour lutter contre cette pandémie.



Plan sur la tenue d'un référendum national dans le territoire palestinien

La question de Palestine, qui revêt une grande complexité, n'a toujours pas été réglée alors que plus de 70 années se sont écoulées. Du fait de la poursuite des politiques expansionnistes et des pratiques illégales et inhumaines du régime sioniste, le peuple palestinien opprimé a été privé de ses droits inaliénables et imprescriptibles et ses conditions de vie se sont dégradées au fil du temps. Ces politiques et pratiques, qui contreviennent aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et aux règles de droit international, en particulier le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, se sont intensifiées systématiquement du fait de l'incapacité de la communauté internationale de prendre des mesures concrètes sérieuses pour résoudre la question de Palestine.

Aux fins de la réalisation de ses droits fondamentaux, en particulier le droit à l'autodétermination et à la légitime défense contre l'occupation et l'expropriation illégale de son territoire, le peuple palestinien a résisté et fait des efforts louables à ce jour. Néanmoins, la question de Palestine n'a toujours pas été réglée, en raison de l'absence d'initiative globale ou de plan concret qui tienne compte des faits historiques ou des causes profondes de cette question.

Il s'agit, par l'entremise du référendum national dans le territoire palestinien, de donner à ce peuple l'occasion d'exercer son droit à l'autodétermination.

FONDEMENT JURIDIQUE DU PLAN

À la suite des actes illégaux commis par la Grande-Bretagne pendant la période de tutelle, le régime sioniste a été reconnu en 1948 par les États-Unis d'Amérique et par d'autres pays comme l'ex-Union soviétique, alors que le peuple vivant sur le territoire de la Palestine n'a jamais été consulté sur son sort. Le régime sioniste a été mis en place sans que la population autochtone du territoire palestinien ait été autorisée à exercer son droit à l'autodétermination.

Les mesures qui ont mené à l'établissement du régime sioniste étaient contraires au droit international à l'époque. D'après l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations, la Grande-Bretagne n'avait pas de souveraineté sur la Palestine et aurait dû autoriser l'exercice du droit à l'autodétermination, à savoir la tenue d'un référendum libre avec la participation de tous les habitants de la Palestine. À la suite de la création de l'Organisation des Nations Unies et malgré l'intégration, dans sa Charte, de règles précises au sujet de territoires comme la Palestine (Chapitre XI, Articles 73 et 74), ces règles n'ont pas été prises en compte. Par ailleurs, la résolution 181(II) A de l'Assemblée générale de novembre 1947 sur le Plan de partage de la Palestine est restée lettre morte du fait que les Arabes de Palestine l'ont rejetée. Par conséquent, au moment de la mise en place du régime sioniste, le droit à l'autodétermination du peuple palestinien a été totalement bafoué.

Au cours des négociations à l'Assemblée générale en 1948, le représentant du Gouvernement iranien ainsi que des représentants de pays arabes se sont opposés au Plan de partage de la Palestine et ont estimé qu'il ne pouvait favoriser que la guerre et le conflit.

En fait, le peuple palestinien n'a jamais exercé son droit à l'autodétermination au moment de la proclamation de l'établissement du régime sioniste dans les territoires palestiniens occupés ou par la suite. D'après l'article premier commun au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, « tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes ». De même, conformément aux articles 1 et 3 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, les peuples autochtones ont le droit, à titre collectif ou individuel, de jouir pleinement de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Dans son avis consultatif du 9 juillet 2004 sur les « Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le Territoire palestinien occupé », la Cour internationale de Justice souligne qu'il importe de respecter le droit à l'autodétermination du peuple palestinien et rappelle l'obligation qui incombe au régime sioniste à cet égard. De plus, la nécessité de l'exercice du droit à l'autodétermination par les peuples autochtones sur un territoire a été précisée dans l'avis consultatif donné par la Cour internationale de justice en date du 25 février 2019 sur les « effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965 », d'après lequel un pays qui assume la tutelle d'un territoire non autonome ne peut pas, de son propre chef, détacher un territoire sans tenir compte de l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination. Comme indiqué dans l'avis consultatif, tout détachement

Au vu des conséquences destructrices de la poursuite de l'occupation du territoire palestinien, du déplacement de ses habitants, de la situation complexe que connaît ce peuple opprimé ainsi que des menaces qu'elle fait peser sur la paix et la sécurité régionales et internationales, compte tenu des faits historiques et tout étant consciente de l'inefficacité des initiatives proposées pour régler la question de Palestine, la République islamique d'Iran estime que la seule solution est la tenue d'un référendum national avec la participation de tous les Palestiniens, chrétiens, juifs ou musulmans, et de tous leurs descendants. Elle présente par conséquent à l'Organisation des Nations Unies une initiative intitulée « référendum national en Palestine ».

Il est essentiel de veiller à la tenue dudit référendum sur la base de critères qui soient conformes à la réalité historique et aux droits fondamentaux et imprescriptibles consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le respect des normes internationales en ce qui concerne la tenue d'élections. Un tel référendum serait par conséquent une assise solide pour régler la question de Palestine.



qui se produit sans le consentement du peuple autochtone est nul et non avenue, et d'autres pays doivent s'abstenir d'agir de la sorte.

Le droit à l'autodétermination fait partie, en outre, des principes les plus fondamentaux reconnus au regard du droit international, qui a été noté à l'alinéa 2 de l'Article 1 de la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies. Le droit des Palestiniens à l'autodétermination a néanmoins été constamment violé, au moment de la proclamation de l'établissement du régime sioniste dans le Territoire palestinien occupé et par la suite.

En d'autres mots, le droit à l'autodétermination, en tant que droit fondamental et indéniable dans le corpus international des droits de l'homme et en tant que norme *erga omnes* en droit public international, a été reconnu dans beaucoup d'instruments internationaux : tous les États sont tenus de respecter les obligations *erga omnes* qui en découlent et d'en favoriser l'application.

De même, au vu de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale de 1948 sur le droit des réfugiés palestiniens de rentrer dans leurs foyers, le plan comprend tous les Palestiniens autochtones. Par conséquent, la tenue d'un référendum équitable et inclusif est le mécanisme le plus fondamental aux fins de la réalisation par les nations de leur droit à l'autodétermination.

PHASES D'EXÉCUTION DU PLAN

Il faut distinguer quatre phases principales :

- 1_ Faire respecter le droit des réfugiés de Palestine de rentrer dans leurs foyers ;
- 2_ Organiser la tenue d'un référendum national parmi le peuple palestinien, y compris les adeptes de toutes les

religions, qui habitaient en Palestine avant la publication de la Déclaration Balfour, aux fins de l'autodétermination et de la détermination d'un régime politique ;

3_ Mettre en place le régime politique souhaité par la majorité du peuple palestinien ;

4_ Décider du statut des habitants non autochtones de la Palestine en fonction du régime politique choisi par la majorité.

MÉCANISMES DE MISE EN ŒUVRE

1_ Tous les habitants de la Palestine, chrétiens, juifs et musulmans, ont le droit de participer au référendum ;

2_ Les représentants du peuple palestinien, chrétiens, juifs ou musulmans, assument un rôle de direction et des fonctions d'encadrement durant toutes les phases de planification et d'exécution du plan ;

3_ Afin de faciliter la participation de tous les Palestiniens, en particulier les réfugiés, au référendum, des mesures seront prises à l'échelon mondial en vue de l'identification complète, du recensement et de l'enregistrement de tous les citoyens palestiniens, en Palestine et dans d'autres pays, dont la mise en place sera confiée à une autorité internationale, avec la participation des représentants palestiniens ;

4_ Un comité international sera constitué sous l'égide de l'ONU et avec la participation des représentants palestiniens, en vue de l'exécution du plan susmentionné, et consacrer son attention aux principales thématiques, à savoir les questions historique et territoriale, la question de la souveraineté et la question de Jérusalem ;

5_ Pour faire progresser l'exécution du plan, un fonds international sera mis en place, avec le concours de la communauté internationale et sous l'autorité du comité susmentionné.

Défendre la Palestine et Al Qods, premier devoir des pays islamiques et des peuples musulmans

La question de la défense de l'aspiration palestinienne et du Quds al Sharif est une question centrale et l'une des principales priorités des nations islamiques, et l'opinion publique du monde islamique y est sensible. En conséquence, la question palestinienne dans le monde musulman est une question de dignité, de telle sorte que tous les gouvernements, parlements et ONG doivent nécessairement, en coordination les uns avec les autres, coordonner leurs efforts à tous les niveaux afin de soutenir la question palestinienne et les aider parce que Quds Sharif en tant que le premier Qiblah des musulmans et l'un des lieux saints a une position privilégiée et spécifique chez les musulmans.

L'occupation et suppression de Quds est insupportable pour les musulmans. Par conséquent, il n'est pas permis de laisser indifférent à la question palestinienne et les musulmans déclarent leur soutien au noble Qods et au peuple palestinien opprimé de toutes les manières possibles.

1 Violation organisée du droit international par le régime sioniste :

Les organisations internationales ont à plusieurs reprises condamné le régime sioniste pour l'occupation des territoires palestiniens et ont appelé au retrait de l'occupation et au retour à la situation antérieure, mais le régime, avec le soutien des États-Unis, ignore l'approbation internationale et insiste sur le développement de l'occupation et la violation des droits des Palestiniens. Les résolutions 242, 338, 478 et 2334 du Conseil de sécurité des Nations Unies font partie des résolutions qui soulignent la suppression de l'occupation ainsi que la préservation et la non-altération des œuvres des sites religieux de Jérusalem.

2 Jérusalem

Jérusalem est l'un des lieux saints des musulmans du territoire palestinien, occupé par le régime sioniste au nord-ouest de 1948 et en 1967 dans sa moitié orientale. Depuis l'occupation de la ville, la politique juive a pour objectif de changer l'identité de la ville de différentes manières à l'ordre du jour du régime sioniste.

Parmi les mesures dans ce domaine figurent :

Destruction de monuments et de bâtiments islamiques, établissement de colonies pour immigrants, dans le but de changer la démographie, d'empêcher la construction de Palestiniens, d'empêcher la liberté de circulation des Palestiniens, de restreindre les pratiques religieuses, de restreindre l'accès à certaines parties de la ville, de s'efforcer de La population palestinienne harcèle les habitants palestiniens de cette ville et propose des installations spéciales pour accueillir davantage de Juifs dans la ville. Selon diverses résolutions des Nations Unies, y compris la décision 478 du Conseil de sécurité de 1980 et la résolution 2334 datée de 2016, tout changement de Quds occupé par le régime sioniste, y compris la modification d'anciens lieux et œuvres, est condamné et nul.

Ainsi, l'identification de Jérusalem comme capitale du régime sioniste par le

président des États-Unis (6 décembre 2017) et le transfert de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem (14 mai 2018) est en violation des lois et décrets internationaux (approuvé 181 datée 29 novembre 1947, approuvé 478 date 20 août 1980 du conseil de sécurité et les règlements de l'Union européenne, les approuvées de l'organisation de la coopération islamique...) et en conflit complet avec celles-ci.

À cet égard, l'Assemblée générale a rejeté la question de Qods en décembre 2017 par 128 voix contre 9 seulement avec la décision unilatérale de Trump. Les approbations de OIC reconnaît le caractère crucial de la question de la Palestine et de Quds al Charif comme capitale éternelle.

En conséquence, les tentatives et les efforts du régime sioniste pour changer le statut juridique et historique de Quds et les lieux saints islamiques et chrétiens, ainsi que son identité et sa composition démographique sont nuls et inacceptables. L'ouverture de l'ambassade américaine à Jérusalem, ainsi que l'anniversaire des soixante-dix ans de l'occupation de la Palestine et l'instauration du régime sioniste (le 14 mai 1948, connu sous le nom de Yuum al-Nakbah), ça veut dire que les États-Unis ne font pas attention à la revendication légitime de 70 ans du peuple palestinien pour avoir un État indépendant. Parallèlement à la cérémonie d'ouverture de l'ambassade des États-Unis à Quds, les manifestations du peuple palestinien à Gaza et dans d'autres parties des territoires palestiniens contre cet acte d'Amérique ont entraîné l'assassinat de Palestiniens. Le 14 mai 2018, le peuple palestinien a organisé des manifestations pacifiques pour protester contre l'occupation de la Palestine et le siège de Gaza mais les troupes sionistes les ont attaqué et tué. Ce jour-là, plus de 60 Palestiniens ont été martyrisés et des milliers d'autres blessés.

Le déménagement de l'ambassade américain à Jérusalem a accru la tension et la violence dans les territoires occupés de la Palestine, affaiblissant les sentiments des nations musulmanes et poussant la région à accroître l'insécurité et l'instabilité. La réaction des nations et des gouverne-

ments islamiques et non islamiques à condamner cette action des États-Unis le confirme. Depuis lors, Colonisation (faire des bâtiments) dans les terres occupées 67.

Le régime sioniste, basé sur la politique d'augmentation de la population juive dans les territoires occupés, a réinstallé des colons juifs au moyen d'incitations, du monde entier vers des territoires occupés et s'est installé dans des colonies de peuplement. En conséquence, le régime a pu transférer progressivement plusieurs millions de Juifs de différents pays en Palestine. Selon certaines estimations, environ 90% de la population israélienne sont des immigrants juifs. Israël a été condamné à plusieurs reprises par les Nations Unies.

Le régime sioniste a intensifié le processus de peuplement dans les territoires occupés de Palestine en exploitant l'atmosphère incendiaire et déstabilisante de sa région, à la suite de la prise de pouvoir par le nouveau gouvernement américain et d'une nouvelle vague d'opérations de peuplement en Cisjordanie et à Jérusalem, y compris la construction de Parmi les 5500 unités résidentielles inscrites à l'ordre du jour. C'est alors que la résolution 2334 du 23 décembre 2016 du Conseil de sécurité réaffirme la suspension des colonies de peuplement dans les territoires palestiniens. La population actuelle des colons à Jérusalem et en Cisjordanie dépasse le million. Ces colonies ont été construites en Cisjordanie dans les régions du G, représentant environ 60% du total.

3 La question des réfugiés :

4 De nombreux Palestiniens ont été forcés de se retrouver dans des terres forcées après l'occupation de la Palestine. Certains ont également été déplacés à l'intérieur de leur pays, d'autres dans des pays voisins et se trouvent dans un camp insalubre en Jordanie, en Syrie et au Liban. Certains ont également migré vers d'autres régions du monde.

Bien que les résolutions de l'ONU, y compris la résolution 194 du 11 décembre 1948, soutiennent l'Assemblée générale en faveur des réfugiés palestiniens et confirment leur droit de retourner en Palestine, le régime sioniste empêche les Palestiniens de retourner dans leur pays.

L'Agence de secours et de réhabilitation des réfugiés de Palestine (ANRVA) compte cinq millions neuf cent mille réfugiés enregistrés. On dit que la question des personnes déplacées ne doit pas être réglée de manière équitable, conformément au plan de l'accord de ce siècle, mais que la question des personnes déplacées est en train d'être retirée de l'ordre du jour et qu'elles doivent être réglées dans les pays voisins. Par conséquent, la situation des personnes déplacées continuera avec tous ses problèmes.

5 Prisonniers palestiniens :

La situation des Palestiniens sous le régime sioniste en raison du manque d'installations et de la réduction des soins de santé et des soins médicaux, du harcèlement et de la torture des prisonniers. . . Très dérangeant.

Les prisonniers palestiniens luttent de temps en temps pour protester ou pour

mener une grève de la faim collective afin d'améliorer leur situation, avec la répression contre les forces israéliennes. - Actuellement, 6 500 Palestiniens vivent dans les prisons israéliennes, dont 250 enfants et adolescents, 62 femmes et filles, 7 parlementaires et 1 500 prisonniers. En outre, 350 personnes ont été arrêtées pour leurs activités sur les réseaux de médias sociaux. Depuis le début de l'occupation de la Palestine (1948), il y a eu environ un million d'arrestations de Palestiniens. Depuis 1967, 217 prisonniers palestiniens ont été martyrisés en captivité et des centaines ont été martyrisés après avoir été libérés à la suite de blessures causées par la torture.

6 Assassinat de scientifiques palestiniens

L'assassinat d'érudits palestiniens est l'une des méthodes utilisées actuellement par le régime sioniste pour empêcher le peuple palestinien de progresser, à savoir le Docteur Fadi Mohammed al Bakhsh, professeur à l'Université palestinienne de Malaisie, Hisham Morad, étudiant en doctorat en physique en France, et un chercheur arménien à Ramallah. Les dernières années ont été assassinées et martyrisées. En outre, des dizaines de personnalités politiques et de militants palestiniens ont été assassinés par des agents du régime sioniste en dehors des territoires occupés.

7 Le blocus économique de la bande de Gaza :

Le régime sioniste et l'Égypte (le Hamas domine Gaza) assaillent sévèrement la bande de Gaza et, malgré les demandes répétées des institutions internationales, des pays et de la communauté internationale de lever le blocus imposé à la bande de Gaza, ce régime n'a pas jusqu'à présent donné son accord à cette demande humaine. Non seulement des installations ont été fournies à certains moments, mais toutes les entrées et les sorties sont soumises à de nombreuses restrictions à l'entrée et à la sortie, ainsi qu'à l'importation de marchandises. Cela a fait de Gaza une grande prison. Des problèmes tels que la pénurie de biens de première nécessité, de biens de consommation, de matériaux de construction, le manque de médicaments et d'équipements médicaux, empêchent les blessés et les patients de partir pour une coupure de courant continue (seulement 6 heures par jour), réduisent les lieux de pêche, augmentent le chômage de plus de 60% La pauvreté et la dégradation de la situation économique de ses habitants sont le résultat du blocus de Gaza qui a duré 12 ans.

8 Suppression des rassemblements majeurs pour Le droit de revenir :

En signe de protestation contre l'identification de Jérusalem par le président Trump aux États-Unis comme capitale du régime sioniste et le transfert de l'ambassade des États-Unis à la ville et la poursuite du blocus de 12 ans à Gaza. Les Palestiniens habitants dans la bande de Gaza à partir du 30 mars 2018 se rassemblent chaque vendredi pour un rassemblement pacifique appelé le droit de retourner

dans la bande de Gaza. À la suite de la réaction militaire sioniste, plus de 300 personnes ont été martyrs et plus de 30 000 Ont été blessés.

Si les statistiques sont calculées à partir du début de 2018, le nombre de martyrs atteindra 330 et le nombre de blessés atteindra 33 000.

Il convient de noter que depuis l'occupation de la Palestine (1948), environ 100 000 Palestiniens ont été martyrisés et, depuis 1967, plus de 42 000 Palestiniens ont été martyrisés par les troupes sionistes. Plus de 900 enfants ont été martyrisés dans les guerres israéliennes contre la bande de Gaza.

9 La loi de l'état - la nation juive :

Le régime sioniste est un régime d'apartheid qui qualifie ses citoyens de juifs et de non juifs et a une loi différente pour eux. La Knesset sioniste a adopté le 28 juillet 1997 un projet de loi controversé intitulé «Loi de l'État-nation» visant à établir le caractère juif du régime, selon lequel Israël est la terre historique du peuple juif et les Palestiniens sont considérés comme des citoyens de second ordre. Cette loi discriminatoire et raciste a transformé Israël en un pays d'apartheid, car les Arabes résidant dans des terres occupées en réduisent 67 à des citoyens de seconde classe.

Selon la loi, de fausses affirmations sur l'équilibre entre deux principes importants du régime sioniste sur le judaïsme et la démocratie ont été révélées.

10 Le processus futile de flexibilité et de réconciliation avec l'occupation de la Palestine avec le début du processus de paix au Moyen-Orient depuis 1991 à Madrid, puis la signature de l'accord d'Oslo entre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et le régime sioniste en 1993, partie intégrante de la communauté palestinienne et des pays islamiques Les Palestiniens espéraient des pourparlers, mais au fil du temps, il est apparu clairement que le régime sioniste n'était engagé dans aucun accord, mais dans la politique d'engager des négociations avec les Palestiniens dans le but de consolider leur position dans la région, de poursuivre la politique de développement sous forme d'accords et de créer des différentiels. La séparation entre Palestiniens de la région a eu lieu.

Au cours des 25 dernières années, depuis le processus de réconciliation et l'inefficacité de la politique de négociation d'un compromis avec le régime sioniste, ainsi que le manque d'intégrité des États-Unis dans la médiation entre les parties impliquées, la seule option pour le peuple palestinien de continuer à libérer la Palestine et à remplir ses droits est la résistance. Tous les groupes palestiniens solidaires et unis en choisissant la voie de la résistance peuvent réaliser leurs droits perdus.

11 Normalisation des relations entre les pays islamiques avec le régime sioniste

Les développements récents indiquent que, contrairement aux affirmations, la question palestinienne n'a pas été une pri-

orité pour certains pays arabes, prêts à négocier avec le régime occupant sioniste, malgré l'échec de la résolution de la crise palestinienne et la formation d'un État palestinien indépendant, contrairement aux dispositions de l'Initiative de paix arabe (Beyrouth 2002). Normaliser les relations. Ils ont choisi cette diversion dans le but de satisfaire les États-Unis et d'hostilité avec la République islamique d'Iran. Il ne fait aucun doute que la politique d'Israël d'investir et de prospérer dans les pays arabes dans le cadre de la normalisation des relations est trompeuse. Israël ne veut ni ne voudra jamais le progrès des pays islamiques et son seul objectif est d'influencer les politiques, les forces armées et la sécurité, les droits économiques, culturels et la souveraineté sur les pays de la région et, à terme, leur dépendance.

12 Le projet qui fait Iran comme un ennemi à la place d'Israël :

Depuis le début de la victoire de la révolution islamique, la République islamique d'Iran a prouvé son soutien sincère au peuple palestinien opprimé contre le régime d'occupation de Qods.

Les États-Unis et le régime sioniste étaient mécontents de la politique de l'Iran de se tourner vers la Palestine après la victoire de la Révolution islamique. Ils ont donc cherché à isoler l'Iran de divers points de vue, dont l'Iran. Ainsi, ils essaient de faire de l'Iran le principal ennemi d'Israël et aiment les pays de la région dans l'opinion publique. Certains pays de la région ont également trompé ce jeu dangereux et l'ont cru. Dans le même temps, le but d'Israël est de déformer l'opinion publique de son oppression vis-à-vis des Palestiniens et de la question palestinienne vis-à-vis de l'Iran en tant qu'axe de la résistance et de développer ses actes criminels à la lumière de ce grand mépris de la communauté islamique. Malheureusement, certains pays arabes ont été dévastés par Israël et jouent sur son terrain et servent ses objectifs au lieu de déclarer leur solidarité avec le régime sioniste contre l'Iran, au lieu de s'unir à l'Iran islamique contre les sionistes. Le résultat est le gaspillage des capacités des pays islamiques, qui devraient être utilisés pour faire avancer ces pays et soutenir la lutte de libération palestinienne contre le régime sioniste usurpateur.

Il va sans aucun doute gagner la transformation du régime sioniste et de ses partisans et la première victime de cette nation palestinienne.

13 Réalisations de l'axe de résistance :

L'axe de résistance a eu de nombreux gains dans la région. Les réalisations brillantes et fières de la structure de résistance dans la région, en particulier la victoire de la République islamique du Liban d'avoir rejeté le régime sioniste de ses territoires occupés au sud en 2000, et son échec lors de la guerre de 33 jours en 2006, ainsi que les réalisations majeures de la mosquée Al Aqsa et de Qods Sharif La défaite du régime sioniste lors de la guerre de Gaza en 2009, d'une part, a entraîné le renversement de ce régime et, d'autre part, a révélé l'inefficacité des plans de compromis. Les efforts des pays qui cherchaient à fausser la résistance et l'Intifada et à les dépenser dans des transactions secrètes avec les ennemis étaient vains.

14 Établissement d'une patrie

juive avec occupation et déplacement forcé :

Les sionistes n'ont pas suffisamment pris en compte l'émigration juive en Palestine pour former une patrie juive. Mais ils ont également commencé à capturer ou à détruire des terres, des villages, des villes et des massacres massifs de Palestiniens. Cette action a commencé à partir de la même période du mandat britannique par la création d'escadrons de la mort. Les fameux soulèvements palestiniens d'avant 1948 ont tous provoqué le meurtre et le pillage d'immigrés juifs. Le plus célèbre de ces soulèvements a été le soulèvement d'Izz al-Din qasam, qui continue d'être célébré comme un modèle jihadi de ce soulèvement.

Avec l'occupation de la Palestine en 1948, ces meurtres et ces vols ont continué et certains villages palestiniens ont été complètement incendiés ou, dans certains villages, ils ont chassé tous les habitants de la lame. À la suite de ces actes criminels, plus de la moitié des Palestiniens ont été déplacés de leurs villes et villages et sont toujours déplacés dans des camps situés dans les territoires occupés ou dans les pays voisins.

- 70 ans après l'occupation de la Palestine, les sionistes continuent de tuer les Palestiniens sur les terres 28 et 67, tuant, pillant et confisquant leurs biens et imposant divers types de pressions et de restrictions de différentes manières, notamment par des poursuites judiciaires.

L'annexion à Israël de colonies de peuplement situées en Cisjordanie est une autre initiative israélienne visant à la création d'un État juif en Palestine, dont l'objectif a été approuvé par le régime sioniste au Parlement sioniste et intitulé «Un gouvernement au peuple juif». Selon la loi, seuls les Juifs vivant en Palestine seront les habitants principaux. Le résultat pratique de ce projet de loi est l'expulsion progressive des non-juifs de toute la Palestine.

15 Le plan du Trump «appelé l'accord du siècle :

Le plan du Trump, appelé « Deal of the Century », vise à éliminer complètement les aspirations du peuple palestinien à créer un État palestinien dans les capitales Qods Sharif, conformément au soutien unilatéral des États-Unis aux intérêts du régime sioniste et à la totale opposition aux revendications des Palestiniens et de la communauté internationale. Il tente d'imposer ce plan au peuple palestinien en attirant la coopération d'importants pays arabes et en fournissant des incitations économiques aux Palestiniens.

L'annonce officielle du plan de paix proposé, appelée «Transaction du siècle», a été retardée à plusieurs reprises en raison de difficultés d'application. Selon une annonce officielle, le plan a été mis en place dans le cadre d'un unilatéralisme des États-Unis en faveur d'Israël, et n'offrirait pas le moindre droit aux Palestiniens en cas de désaccord, y compris les Qods, l'Autorité palestinienne et l'Autorité palestinienne, la Cisjordanie et les personnes déplacées. Mais selon Kouchner (marié Trump et responsable de l'affaire, le plan sera dévoilé après la formation du nouveau gouvernement Netanyahu et à la fin du mois sacré du Ramadan et coïncidera avec juin 2019.

Les indicateurs de ce plan, publiés officiellement dans les médias, sont les suivants :

1 - La ville de Qods sera pleinement la capitale du régime sioniste. C'est alors

que la ville de Qods est considérée comme un symbole religieux et politique et que tous les mouvements palestiniens sont considérés comme la capitale éternelle de la Palestine. Ils la rejettent comme un processus de négociation inacceptable. D'autre part, le régime sioniste considère sa monarchie comme sa capitale et la poursuite juive par la ville de la destruction des monuments islamiques et des maisons et des colonies palestiniennes depuis l'occupation. La question de l'identification de Jérusalem comme capitale du régime sioniste et du transfert de l'ambassade des États-Unis pour stabiliser le problème a été posée. Dans le plan, la question du transfert d'un district des Qods autour d'Abou Dhabi aux Palestiniens a été soulevée, mais l'Autorité palestinienne s'est opposée à ce plan.

2. Le démantèlement des colonies sionistes en Cisjordanie est un autre problème important. Les Palestiniens veulent que les colonies de Cisjordanie et de Jérusalem soient abandonnées dans le but de former un État palestinien, mais Israël envisage de créer un État en intégrant les colonies sionistes de la Cisjordanie dans les territoires occupés de 1948, tout en développant leurs terres dans la formation de l'État juif. Palestine dans la région. Netanyahu avait promis lors de la campagne récente que s'il y parvenait immédiatement après la formation du nouveau gouvernement, il rejoindrait les colonies sionistes de Cisjordanie.

3. L'absence de gouvernement du peuple palestinien en Cisjordanie est également un problème majeur. L'Autorité palestinienne a l'intention d'établir un gouvernement avec une capitale de Jérusalem-Est en Cisjordanie et dans la bande de Gaza afin de compromettre les négociations. Mais selon les informations parues dans la presse, Israël n'est pas disposé à abandonner sa souveraineté sur la Cisjordanie. Dans le complot de Trump, cette observation d'Israël est également envisagée. Selon l'émissaire américain Greenblath au Moyen-Orient, l'accord ultime au Moyen-Orient ne vise pas à former un État palestinien sous la forme d'un gouvernement à deux États, mais une souveraineté autonome palestinienne en Cisjordanie sous le régime du régime sioniste.

4- La question du droit de retour des réfugiés est une des questions qui intéresse non seulement les Palestiniens et les sionistes, mais également les intérêts des voisins palestiniens. Les Palestiniens veulent le retour des personnes déplacées dans les territoires palestiniens et les Israéliens veulent les réinstaller dans les pays voisins. Selon le plan, les retours de réfugiés seront éliminés et ils se trouveront dans les pays voisins, notamment en Jordanie, en Égypte et au Liban, avec une aide financière et des projets économiques. Par exemple, environ un million de réfugiés palestiniens en Jordanie sont hébergés pour 45 milliards de dollars.

**Le Monde
Islamique**
Fondateur et Directeur
de publication :
Abdou Salam DIOP
(00 221) 77 314 52 44
salamdiop313@yahoo.fr

ASSOCIATION SALAAM-SATTAAR

ORGANISATION HUMANITAIRE ISLAMIQUE - Thiès

PRESENTATION DE L'ORGANISATION

« SALAAM-SATTAAR » organisation Humanitaire Islamique » est une association à but **non lucratif**, à vocation purement **caritative, sociale, humanitaire et de développement humain**. Elle a été créée depuis 2008 et a obtenu son récépissé de reconnaissance légale et officiel délivré par le ministre de l'intérieur (Récépissé N° 15915 Mint / DAGAT/ DLP/DLA). Elle est basée à Thiès ; Sénégal. C'est une association qui peut être classée OCB.

- ▼ **Intervention et actions sociales au niveau de la prison civile de Thiès** où séjournent beaucoup de jeunes et de femmes.....
- ▼ **Activités sociales en faveur des couches défavorisées....**
- ▼ **Actions sociales à l'occasion des fêtes musulmanes Aid el fitr et Aid el kabir.**
- ▼ **Intervention et actions sociales au niveau des Daara** (étab-

lissement d'enseignement coranique et religieux traditionnels).

▼ **Encadrement et formation des jeunes et adolescents issus de familles en difficulté à Thiès** pour leur faire éviter de tomber dans le fanatisme obscurantisme, le radicalisme, la haine religieuse... ou de verser dans le fatalisme, le découragement, la passivité, la débauche, la perversion, ou les travers...

**POUR VOS CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À NOS ACTIVITÉS ET PROGRAMMES VOUS POUVEZ DÉPOSER VOTRE PARTICIPATION PAR VIREMENT À CE NUMÉRO DE COMPTE...
BANQUE ISLAMIQUE THIES SÉNÉGAL
ACCOUNT NUMBER / N° COMPTE
CODE SWIFT ISSNSNDA BANK DETAILS /
RIBSN079.04101.253062512001.06**



Cérémonie de remise de dons de livres coraniques et d'ouvrages religieux à la prison civile de Thiès par l'Association islamique Salaam-Sattaar



Cérémonie de remise de dons de carcasses de boeufs à la prison civile de Thiès à l'occasion des fêtes musulmanes Aïd-el-Fitre et Aïd el Kabir par l'Association islamique Salaam-Sattaar



Cérémonie préparation repas de rupture du jeûne (Iftaar/Saïm) offerte pour la rupture du jeûne par l'association Islamique « Salaam-Sattaarorganisation humanitaire islamique » Thiès (Sénégal)



Président : Abdou Salam DIOP
Email : salamdiop313@yahoo.fr
Tél : (00221) 77 314 52 44
Tél : (00221) 77 347 63 63



Quand les Sénégalais témoignent et donnent leur avis sur Al Qods et Palestine

1. S Fall Etudiant en droit Université Cheikh Anta Diop de Dakar :

C'est lorsque j'étais élève au **Complexe Islamique Al Houda Al Moubine**, tout jeune que notre Directeur nous parlait d'Al Qods et de la place qu'occupe Al Qods dans l'histoire de l'islam jusqu'à nos jours... Et depuis lors je me suis toujours intéressé à la situation en Palestine et à tout ce qui touche à Al Qods et au peuple palestinien.

2. M. Diambou Enseignant

Ce qui se passe au Palestine est plus que révoltant. C'est une injustice qui n'a que trop duré avec la complicité et le silence des grandes puissances. Les populations Palestiniennes sont expulsées de leurs terres, privées de leur territoire, leurs biens confisqués, soumis à la violence quotidienne, aux bombardements et à la destruction... C'est une situation qui interpelle toute conscience éprise de liberté, de justice, de dignité... Mais leur combat ne sera pas vain tôt ou tard le peuple palestinien aura gain de cause sur Israël.

3. Adja Ndiaye

:La situation en Palestine est préoccupante pour tout coeur ,tout esprit épris de justice ,de liberté .de justice.....Al Qods est la troisième mosquée de L islam un lieu plein de symbole...lieu de départ du prophète psl pour son voyage nocturne ...aujourd'hui Al Qods est entre les mains des sionistes et d Israël...tout cela implique que les musulmans ont le devoir et la responsabilité de la Libération de Al Qods....mais dommage que les pays musulmans sont eux mêmes en conflit récurrents ... ceux qui devaient s'unir pour combattre Israël et libérer Al Qods sont en guerre entre eux....c'est complexe...le monde est fou ..irrationnel...injuste... Prions Allah...la PANDÉMIE DU CORANOVIRUS ...témoigne de cela..d une COLÈRE d Allah contre les Humains.....

4. Ibrahima Diagne.... Maître Maçon Entrepreneur....

J'ai commencé à SOUTENIR la Cause Palestinienne et Al Qods depuis les années 1990..et même un peu avant.. le frère Abdou Salam Diop très actif animait des causeries ,des thé débats des conférences sur Al Qods,sur la Palestine,sur La Révolution islamique d Iran..... Déjà il ya près de 40ans nous assistions à ces débats ,des exposés des rencontres ,des manifestations sur Al Qods et en faveur de la Palestine de Al Qods de la Révolution islamiqueplus tard il a publié de nombreux articles que nous partageons dans nos cercles de lectures...

Ma cha Allah son frère aîné Imam Mouhammad Diop notre Imam chaque année durant le dernier vendredi de Ramadan à l'occasion de la journée AL Qods depuis plus de 15 ans à toujours axé son sermon sur Al Qods...et il a toujours touché les coeurs et les esprits....A cette occasion il explique toujours sur Al Qods et en faveur de la Palestine.... Nos cercles de rencontres...de lectures...de ces années 85. 90...ont beaucoup contribué à la prise de conscience des jeunes de Thies de Dakar et du Sénégal en faveur de Al Qods et de la Palestine...

5 .Madame Sow personnel de santé.

Le drame du peuple palestinien interpelle toute conscience humaine. C'est plus grave qu'une injustice... c'est inqualifiable les mots me manquent pour dire ce que je ressens quand le soir devant la télé je regarde les scènes d'horreur, de pillage, de saccages, de massacre sur des femmes, des vieilles personnes, des enfants, des centres hospitaliers, des lieux de culte... Et tout cela reste impuni par l'ONU et la communauté internationale.

F. Kiné FALL

Les différentes familles religieuses du Sénégal soutiennent le peuple palestinien et défendent Al Qods

L'ambassadeur de Palestine à Dakar, chaleureusement accueilli dans les différentes familles religieuses du Sénégal : Touba, Médina Baye, Tivaouane, etc.

